

Crise financière, course à la rentabilité, inégalités croissantes... Face aux dérives du capitalisme, certains font le choix d'investir leur temps et leur énergie dans un autre modèle : l'économie sociale et solidaire. Ce secteur, insuffisamment connu et reconnu en France, entend bien faire parler de lui en 2012.

“**J'**avais l'impression de ne voir que des boîtes qui faisaient du “one-shot” : on grossit, on fait de l'argent et on revend après avoir exploité les salariés. Reste quoi ? Une personne qui s'enrichit sur le dos des autres. » Boris Couilleau, 35 ans, veut croire qu'une entreprise peut fonctionner différemment : en 2006, avec un associé, il fonde Titi Floris en Loire-Atlantique, une société de transport collectif pour les personnes en situation de handicap, notamment les écoliers déficients mentaux. Six ans plus tard, Titi Floris emploie 230 conducteurs assurant des tournées sur huit départements de l'Ouest et, parmi ces salariés, 65 associés.

Bizarre ? Non, car Titi Floris est une société coopérative ouvrière de participation, une Scop. Ici, le capital appartient aux salariés qui souhaitent s'investir dans l'entreprise. Les dirigeants sont élus sur la base d'une voix par salarié. Un fonctionnement démocratique et une plus juste répartition des bénéfices : 45 % sont attribués aux salariés pour leur participation, 10 % constituent les dividendes des associés, le reste est mis en réserve. La différence avec une entreprise classique ? « *Il n'y a pas d'actionnaires, donc pas de taux de rentabilité imposé*, précise Boris Couilleau. *On peut prendre notre temps avec les usagers. C'est d'autant plus important qu'on travaille sur de l'humain.* »

DES SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET NON DE CAPITAUX, UTILES AU PLUS GRAND NOMBRE

Remettre l'humain au cœur de l'économie : c'est l'objectif des Scop, comme de toute entreprise du secteur de l'économie sociale et solidaire (ESS). En pleine débâcle du modèle capitaliste, l'idée a le vent en poupe : des salariés, comme ceux de la menuiserie Cepam en Poitou-Charentes ou des forges Jayot-LCAB dans les Ardennes, rachètent leur entreprise et la transforment en coopérative pour ne pas la voir fermer. En progression, les Scop sont aujourd'hui près de 2 000 en France, employant près de 40 000 personnes. Et elles ne représentent qu'une infime partie du champ de l'ESS qui réunit les associations, les coopératives, les mutuelles et les fondations. Soit 2,3 millions de salariés !

Hétérogène et éclatée, cette “autre économie” fonctionne aussi bien au sein du secteur marchand – c'est le cas des magasins Leclerc comme des Biocoop, des grosses coopératives agricoles comme Limagrain ou des Amap, associations de consommateurs qui achètent directement leurs légumes aux agriculteurs bio – que non marchand. Ainsi en va-t-il des associations gestionnaires, notamment d'établissements médico-sociaux, qui fonctionnent en partie ou totalement grâce aux finances publiques.

Ce qui les définit ? Sociétés de personnes, et non de capitaux, elles ont pour objectif premier d'être, non pas rentables, mais utiles au plus grand nombre. Leur développement est porté par et au profit de toutes les parties prenantes (adhérents, sociétaires, associés) et non de quelques actionnaires. Et ça marche : en pleine crise, l'ESS crée plus d'emplois, en proportion, que le secteur privé. Pour Claude Alphandéry, le président du laboratoire de l'économie sociale et solidaire, c'est bien la preuve qu'un autre modèle de développement est possible : « *Ceci montre que nous savons qu'une voie existe et que ce*



À LIRE

- > **La Nouvelle Alternative ?**, Philippe Frémeaux, Éd. Les Petits Matins, 2011.
- > **La Voie de l'innovation sociale**, Hugues Sibille, Éd. Rue de l'Échiquier, 2011.
- > **Principes d'économie solidaire**, par Éric Dacheux et Daniel Goujon, Éd. Ellipses, 2011, 24 €.



IL FAUT
REMETTRE
L'HUMAIN
AU COEUR DE
L'ÉCONOMIE!

C'EST FAIT:
VOUS ÊTES
VIRÉ.



n'est pas une utopie [...]. Nous vivons une période qui pourrait être à l'origine d'un choc salutaire, à la source d'un autre modèle économique. »

VOLONTÉ DE CRÉER UN MOUVEMENT DE TRANSFORMATION SOCIALE...

Se revendiquant comme « *une alternative à la société capitaliste* », au moment où « *la crise actuelle offre l'opportunité de faire changer le modèle économique dominant* », pour reprendre les mots de Jean-Louis Cabrespines, président du CNCRES⁽¹⁾ et également – depuis décembre dernier – du Ceges⁽¹⁾, l'ESS a pris son bâton de pèlerin afin de le faire savoir haut et fort.

Désireuse d'être reconnue comme un acteur économique à part entière, elle mobilise ses troupes, organise des événements (états généraux, "mois de l'économie sociale et solidaire"...), s'entoure de personnalités du monde politique, intellectuel, artistique (Stéphane Hessel, Claude Alphandéry, Edgar

Chiffres-clés*

L'ESS, c'est :

- > Plus de 217 000 établissements, dont 183 660 associations, 25 640 coopératives, 6 720 mutuelles, 1 200 fondations ;
- > 2 millions de salariés, soit 10 % des salariés français. Avec plus de 66 % de femmes et une forte proportion de seniors (27 % de + de 50 ans) ;
- > Un taux de croissance des emplois de 2,3 % entre 2006 et 2008 (contre 1,7 % dans le privé hors ESS et 0,1 % dans le public) ;
- > 55 milliards d'euros distribués chaque année en salaires.

* Source Insee 2007, clap 2008 - Traitement Observatoire national de l'ESS/CNCRES.

Morin, Patrick Viveret, Jean-Baptiste de Foucault, Michel Onfray, Bruno Solo...), s'assure du soutien de "mécènes" (Caisse des dépôts, collectivités territoriales, médias comme *Alternatives économiques*, *Politis*, *Marianne*, *BFM Business*, etc.).

(1) Respectivement Conseil national des chambres régionales de l'économie sociale et solidaire et Conseil des entreprises, employeurs et groupements de l'économie sociale.

Vers une loi pour "booster" le secteur

Actuellement, aucun cadre législatif ou juridique ne définit, en France, ce que sont les « sociétés de personnes » qui composent l'économie sociale et solidaire (ESS), le modèle dominant étant celui des sociétés de capitaux. Résultat, celle-ci peine à se faire reconnaître (et connaître) alors même qu'elle crée un nouvel emploi sur cinq chaque année.

Les acteurs de l'ESS se sont donc attelés, depuis l'an dernier, à la rédaction d'une loi-cadre. Ce texte permettra de définir le périmètre du secteur, ses statuts, ses valeurs et ses principes de fonctionnement. « Nous formulerons des propositions pour que des mesures soient prises sur la représentativité des employeurs, l'accès aux aides européennes, la contractualisation de nos relations avec les pouvoirs publics ou, encore - nous y réfléchissons actuellement - sur l'échelle des salaires au sein de nos structures », précise Jean-Louis Cabrespines, le président du CNCRES et du Ceges, lequel devrait rendre sa copie au gouvernement « fin 2012 ».

➔ Désormais, l'État lui-même aide à la promotion du mouvement en finançant le programme Jeun'ESS (lire article page ci-contre). Après avoir façonné un ensemble de structures économiques et sociales, l'ESS cherche ainsi à impulser une synergie entre ses composantes, installer une dynamique, changer d'échelle, se construire un discours... et une image. Celle d'un « mouvement de transformation sociale » porteur d'un projet politique et qui entend jouer un rôle dans cette période préélectorale.

... ET DE FAIRE TACHE D'HUILE

Plusieurs problèmes se posent néanmoins à elle. Dont le caractère très divers de ses acteurs et l'écart entre son précieux ancrage local et sa volonté de s'étendre nationalement, voire internationalement. Il lui faut aussi renouveler ses effectifs et améliorer la qualité des emplois au sein de ses organisations (niveaux des salaires, gestion prévisionnelle des compétences, etc.).

Pouvant faire valoir ses capacités à revisiter les modes de production et de consommation, celles à mettre en cohérence ses valeurs et principes avec ses pratiques et à évoluer dans un environnement hostile restent à éprouver, comme a pu le pointer l'économiste Jean Gadrey (par exemple : ne pas voir le pouvoir confisqué par certains de ses dirigeants,

CHEZ NOUS, VOUS
SEREZ MOINS PAYÉ
MAIS ON VOUS OFFRE
1 PS3 ET 2 KINDER
BUENO À L'EMBAUCHE.



ne pas se laisser gagner par les logiques d'entreprises capitalistiques et les lois des marchés).

Mettre en avant ses dimensions innovantes l'oblige à un autre délicat exercice d'équilibriste : réajuster et revivifier régulièrement ses circuits et méthodes, alors qu'aspirant à s'inscrire dans le temps, il lui faut en même temps les asséoir. Mais également les transmettre et les diffuser pour sortir de la pénombre et faire tache d'huile. « Les élections présidentielles constituent à cet égard une excellente fenêtre de tir, pointe Gérard Andreck, président de la Macif. Nous devons faire du lobbying. » En novembre dernier, l'ESS a présenté officiellement ses revendications pour 2012⁽²⁾. Reste à figurer dans les programmes des candidats et à convaincre plus largement qu'elle n'est pas en effet qu'un simple palliatif à la crise. ●

Texte **Élise Jeanne et Aurélia Sevestre**
Illustrations **Antoine Chereau**



POUR EN SAVOIR PLUS

www.cncres.org
www.lelabo-ess.org
www.ceges.org
www.lemois-ess.org

www.atelier-idf.org
www.essenregion.org
www.pouruneautreconomie.net
www.recma.org
www.lesper.fr

(2) Voir le détail de ses propositions sur www.ceges.org et www.usgeres.fr